

Nouvelles locales du mardi 28 décembre 2010

@rib News, 28/12/2010
 Droits de l'homme- Le président de l'APRODH Pierre Claver Mbonimpa salue la libération des prisonniers politiques qui avaient été arrêtés chez le président du parti FNL Agathon Rwasa, il y a quelques mois. Mais l'essentiel reste encore à faire car, estime le président de l'APRODH, selon qui il reste beaucoup de prisonniers politiques. Ces prisonniers relâchés appartiennent essentiellement aux partis Fnl, Upd et Msd. (Rpa)

Société- Un homme âgé de plus de 40 ans a brûlé une fillette de 8 ans l'accusant de lui avoir volé de l'argent de 100F. Une voisine dit avoir vu forcer l'enfant à mettre ses deux bras dans des brases de feu et cet enfant a même trainé son ventre dans des brases de feu par terre. Selon l'OIDEB, cet enfant sera soigné et la justice sera saisie pour punir le coupable. (Rpa)

Sécurité- Un jeune de 21 ans a été tué la nuit dernière dans la commune urbaine de Cibitoke. Ce jeune garçon qui travaillait dans un Cars Wash aurait probablement été tué par des bandits qui venaient de voler dans une maison toute proche, selon le chef de quartier dans cette même commune urbaine de Cibitoke du nord de la ville de Bujumbura. (Rpa)- Dix personnes armées d'un fusil kalachnikov et de 8 grenades ont été arrêtées près de la forêt naturelle de la Kibira dans la commune de Muruta sur la colline de Remera. Parmi ces personnes arrêtées, il y a un adolescent d'une école primaire et un homme de plus de 45 ans, comme les sources de la police dans cette partie du Burundi le disent. Ces personnes arrêtées disent avoir été recrutées par une personne qui leur promettait du travail dans la province de Cibitoke à l'Ouest du Burundi. Cependant, des sources policières croient que ces personnes sont de simples bandits. Elles sont pour le moment aux mains de la police de Kayanza. (Rtnb/Rpa)- Les albinos de la commune de Gisuru de la province de Ruyigi se disent terrifiés par les gens qui font des mouvements jusque dans leurs endroits où ils se cachent. Selon des sources sur place, ces albinos disent avoir vu des personnes inconnues faire des navettes entre la Tanzanie et le Burundi. Ils croient à un travail de reconnaissance effectué par ces mêmes personnes pour qu'un jour, ils viennent les tuer comme c'est déjà arrivé. (Rpa/Isanganiro)- Les albinos de la commune de Gisuru dans la province de Ruyigi disent passer la nuit dans la forêt par peur d'être tués par des sorciers qui vendent leurs membres. Selon eux, des maisons qui avaient été construites pour leur hébergement ont été détruites et ces albinos dorment à belle étoile. (Rpa)- Selon Kazungu Kassim, président de l'Association Albinos Sans Frontières, la question des albinos de Gisuru est connue et une réponse ne tardera pas de tomber pour leur soulagement. Il dit qu'un accord entre cette association et le gouverneur de Ruyigi est déjà conclu pour trouver à ces albinos un endroit sûr au chef lieu de la province de Ruyigi. (Rpa)

Politique- L'ancien président de la République du Burundi Domitien Ndayizeye dit ne pas comprendre le pourquoi des morts signalés à travers tout le pays alors que le pays est supposé avoir signé le cessez-le-feu avec les adversaires politiques depuis longtemps. Il déplore que des corps humains soient retrouvés dans de grandes rivières au Burundi surtout ces derniers jours. (Rpa)- Selon l'ancien président Ndayizeye, les gens perdent du temps à discuter sur comment appeler un cadre de discussion entre les partis en conflit au Burundi. Selon lui, que ce soit des négociations ou le dialogue, la paix n'a pas de prix et le gouvernement devrait fournir beaucoup d'efforts pour écouter les autres partenaires politiques et cela dans un beau climat de sécurité. (Rpa)- Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a répondu ce lundi aux questions orales de l'Assemblée Nationale. Les députés voulaient savoir comment fonctionnent les associations de la société civile burundaise. Le ministre Nduwimana dit que la société civile burundaise joue un rôle important dans la vie du pays mais regrette qu'elle soit régie par une loi ancienne, datant de 1992. Il dit cependant que cette lacune a été comblée par un code de conduite de la société civile burundaise. L'autre regret du ministre est le manque de législation pour certaines organisations de cette même société civile burundaise. (Rtnb)